

Comment bousiller un pays en 10 ans : La formule Burkina Faso

Le 17 juin 2021 par le Maj. Danny Sjursen, USA (en retraite)

https://original.antiwar.com/danny_sjursen/2021/06/16/how-to-lose-a-country-in-10-years-the-burkina-faso-formula/

Danny Sjursen est un officier de l'armée américaine en retraite, directeur du Eisenhower Media Network (EMN), chargé de recherche au Center for International Policy (CIP), collaborateur d'Antiwar.com et co-animateur du podcast "Fortress on a Hill". Ses travaux sont parus dans le NY Times, le LA Times, The Nation, The Hill, Salon, The American Conservative et Mother Jones, entre autres publications. Il a effectué des missions de combat en Irak et en Afghanistan et a enseigné l'histoire à West Point. Il est l'auteur de trois livres, *Ghostriders of Baghdad : Soldiers, Civilians, and the Myth of the Surge*, *Patriotic Dissent : America in the Age of Endless War*, et plus récemment *A True History of the United States*. Vous pouvez le suivre sur Twitter @SkepticalVet.

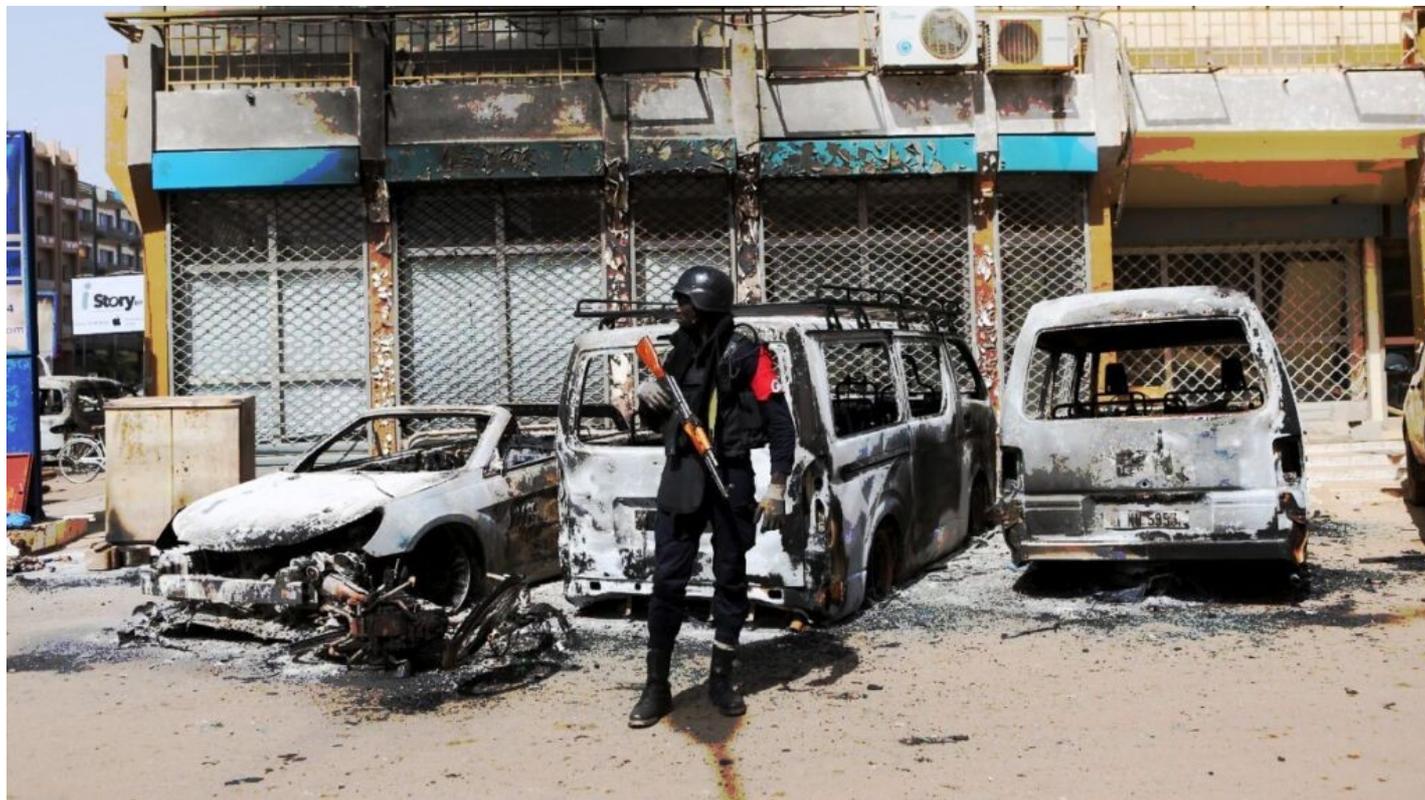


Au moins 160 morts dans l'attaque la plus meurtrière depuis 2015 au Burkina Faso.

Si le gouvernement américain cherchait à anéantir le Burkina Faso, il ne pouvait guère faire mieux. Mais ce pays

d'Afrique de l'Ouest, déjà très appauvri et enclavé, est tout bonnement emblématique de l'exercice qui n'est qu'absurdité auquel se livre la Françafrique à l'échelle du Sahel.

Voici comment cela se passe : dans les années qui ont suivi les attentats du 11 septembre, il n'y avait dans cette région aucune menace militante islamiste à proprement parler. Néanmoins, en raison de sa peur hallucinatoire, de sa cartographie mentale racialisée et de ses réflexes néo-impériaux néo-conservateurs, l'administration Bush a imaginé puis provoqué non seulement une véritable rébellion djihadiste, mais aussi une implosion inter-communautaire dans tout le Sahel. Et parce que le Burkina Faso a longtemps été considéré comme l'un des pays les plus stables d'Afrique de l'Ouest - actuellement son conflit est le plus chaud de tous - cette nation torturée constitue un cas d'étude instructif en matière d'incompétence et d'indécence.



Attentat au Burkina Faso

Le concept même du Commandement Afrique du Pentagone (AFRICOM) était plus bizarre que ce dont la plupart des gens se souviennent probablement. Au moment de sa création en 2007, l'armée américaine était plus qu'embourbée - croyez-moi - et n'arrivait pas à s'extirper du sac de papier irakien que les Bush avaient mis sur leur propre tête. De plus, les talibans étaient de retour à la maison, en Afghanistan et prêts à entraîner Obama, le successeur du bon vieux George.W. dans un autre borbier.

L'Afrique, en particulier l'Afrique de l'Ouest, n'avait pratiquement pas de militants islamistes à proprement parler. En fait, c'est le Burkina Faso qui en avait le moins. Fin 2013, un rapport du département d'État notait qu'« aucun incident terroriste n'a été enregistré au Burkina Faso, qui n'est pas une source de recrutement pour les organisations extrémistes violentes pas plus qu'un foyer d'extrémistes religieux radicaux. »

Et pourtant, comme si le Pentagone ne perdait pas assez de guerres inutiles et sans espoir, il a ouvert une nouvelle franchise proconsulaire pour le continent. En effet, selon la cartographie cérébrale de Bush, racialisée et colonialiste digne du 19ème siècle, il voulait que l'épée militaire américaine post-11 septembre soit « prête à frapper en un instant dans n'importe quel coin sombre du monde ». L'AFRICOM a alors été chargé d'une charte paradoxale, celle de prévenir la guerre dans des endroits « où aucun conflit violent n'a encore émergé, où les crises doivent être anticipées. »

De toute évidence, ces gens là n'ont jamais entendu parler de l'expression « la violence engendre la violence », ce qui est particulièrement étrange s'agissant de chrétiens évangéliques tellement zélés, puisque les origines de cet aphorisme remontent à Matthieu 26:52 - « 'Rengaine ton glaive', lui dit Jésus, car tous ceux qui prennent le glaive périront par le glaive' ». Quelques dizaines d'années plus tard, c'est le Sahel africain dans sa totalité qui est une véritable jungle, zone de combat libre, dans laquelle se mêlent carnage djihadiste, carnage d'État et carnage communautaire.

Voici la version abrégée de comment et pourquoi tout cela s'est déroulé dans le cadre de la candidature burkinabé à la plus sanglante des sauvageries sahéliennes - en soulignant le rôle immense de l'accélérateur franco-américain qui a vraiment mis le feu aux poudres.

La flamme principale a été allumée en 2009, lorsque le Burkina Faso a rejoint le Partenariat transsaharien de lutte contre le terrorisme (TSCTP) - une caisse noire mixte réunissant l'État et le Pentagone, mais à dominante militaire, pour former, conseiller et équiper les forces de sécurité régionales locales afin de contrer un terrorisme infime, voire inexistant.



Africom

Le problème majeur était d'ordre philosophique : l'Amérique imposait, et les élites politiques burkinabés appliquaient de leur plein gré, une formule de lutte contre le terrorisme qui ne tenait pas compte de la manne longtemps négligée des conflits de cette nation, et qui, en fait, l'enflammait. En distribuant des dizaines de millions de dollars en billets verts à des politiciens burkinabés ayant une propension avérée à la corruption, ainsi que des armes et des formations aux forces de sécurité de l'État ayant un penchant historique pour les coups d'État et la répression civile avant tout, Washington a pratiquement garanti que la réponse du gouvernement à la menace (initialement inexistante) serait à la fois sur-militarisée et excessive.

C'est comme si Washington avait donné un marteau aux élites dirigeantes burkinabées, en leur disant de garder un œil sur les clous des djihadistes, et que s'ils en trouvaient, nous leur enverrions d'autres marteaux - est-il vraiment surprenant alors, qu'ils se soient empressés de s'en prendre aux musulmans déjà détestés et souvent marginalisés dans leur pays.

Cela a alors provoqué un retour de flamme contre-productif dans tout le spectre de la "tempête parfaite" de volatilité et de griefs qui sous-tend et contredit l'illusion du Burkina Faso en tant qu'exemple de "stabilité" au Sahel et qui est si mal compris - au moins par les politiciens américains. Après le 11 septembre, ces derniers, les experts et le Pentagone ont essayé de replacer - et de faire rentrer - chaque conflit étranger dans le cadre de leur sympathique modèle État-démocratie versus terrorisme islamiste. Et, malgré les masses de recherches et d'experts universitaires qui démontrent le contraire, les décideurs américains ont en quelque sorte décidé que la meilleure façon de combattre la terreur était la terreur d'État - alors qu'il a été prouvé à maintes reprises que la force ne fait que jeter de l'huile sur le feu.

Prenons quelques statistiques - une sorte de bulletin de notes de l'aide à la sécurité. Depuis 2009, Washington a dépensé plus de 69 millions de dollars au profit des forces de sécurité du Burkina Faso et, en fait, le nombre de Burkinabés (plus de 13 000) formés par des soldats et des sous-traitants américains est plus élevé que celui de tout autre État sahélien. Alors, qu'est-ce que les contribuables américains ont obtenu pour leur argent ? Quel a été le résultat de ce lourd investissement, me demanderez-vous ? En fait, moins que nada, à moins que vous ne comptabilisiez une flopée de dépouilles burkinabés, pour la plupart gens innocents.

Les chiffres relatifs aux attaques signalées, aux décès et aux personnes déplacées ont l'année dernière atteint des sommets - et rien qu'entre 2018 et 2019, les décès liés au conflit ont été multipliés par plus de sept. De plus, ces 11 années de formation américaine - y compris des cours sur les "droits humains" - n'ont pas servi à grand-chose pour les forces de sécurité burkinabés, puisque celles-ci et les milices ethniques (récemment armées) soutenues par le

gouvernement ont elles-mêmes tué la moitié des civils qui ont péri depuis le début du conflit. En outre, il se trouve que l'officier militaire qui a brièvement pris le pouvoir lors d'un coup d'État en 2014 a lui-même participé à deux séminaires de formation à la lutte contre le terrorisme financés par les États-Unis. Tout cela est parfaitement normal - puisque pas moins de huit officiers militaires africains formés par les Américains sont devenus des putschistes depuis que l'AFRICOM a commencé ses activités (un fiasco).



Une attaque armée s'est produite vendredi soir dernier (5 juin 2021) dans un village du Burkina Faso, faisant plus de 130 morts. L'Union africaine a décrit l'événement comme "le massacre le plus meurtrier" de l'histoire du pays, tandis que l'ONU a exhorté la communauté internationale à renforcer sa lutte contre "l'extrémisme violent".

Plus délirant encore, les élites militaires et politiques burkinabés se vantent littéralement de toutes ces exécutions extrajudiciaires. Simon Compaoré, président du Mouvement du peuple pour le progrès, parti au pouvoir, et ancien ministre de l'intérieur, a déclaré lors d'une interview : « Nous ne le crions pas sur les toits, mais c'est ce que nous faisons.

Si les djihadistes tuent cinq à dix soldats, le moral de l'armée va considérablement se dégrader. Nous devons nous assurer qu'ils ne perdent pas complètement le moral. Si nous découvrons qu'il y a des espions, nous devons les neutraliser immédiatement. » Ce qui soulève la question suivante : à quoi bon avoir dans nos textes les lois Leahy - qui interdisent de financer et d'aider les forces de sécurité étrangères accusées de manière crédible de violations flagrantes des droits humains - si les statuts sont ignorés dès qu'ils dérangent.

En dépit des problèmes critiques de gouvernance et de corruption du Burkina Faso, ainsi que des rapports crédibles de violations sanglantes des droits humains par les forces de sécurité, Washington continue encore aujourd'hui d'envoyer des millions de dollars d'assistance sécuritaire à Ouagadougou. C'est un cas classique de ce qu'on appelle "jeter de l'argent par les fenêtres".

Voilà, telle est la dure vérité que sur ma vie, je suis absolument incapable de visualiser depuis mon appartement américain climatisé : si le nombre de victimes du conflit reste sur la même voie, quelque 600 civils burkinabés supplémentaires seront massacrés d'ici Noël. Naturellement, le gouvernement américain n'a pas vraiment demandé à "Nous le Peuple" [We, the People sont les premiers mots du préambule de la Constitution des États-Unis d'Amérique, NdT] avant de contribuer à créer puis à catalyser le conflit, et peu d'Américains savent ou se soucient de savoir où se trouve le Burkina Faso sur une foutue carte. Mais devant le tribunal éthique de la complicité criminelle, l'ignorance et l'apathie ne sont pas une défense quand on aide et qu'on encourage le meurtre de masse.

Cette obscénité est commise en notre nom - le sang burkinabé est sur nos mains.